

véritablement guéri. La dévalorisation, cependant, offre une solution naturelle, permanente et moins pénible. A ces entraves au commerce imposées par le Gouvernement, il faut ajouter l'imposition des taxes d'accise excessives sur les appareils ménagers, taxes qui grèvent lourdement le budget des jeunes mariés, anciens combattants et autres.

Voici une proposition que je crois pratique et qui permettrait au Gouvernement de rendre à la population son régime alimentaire normal et sain (y compris les légumes frais, verts et feuillus, comme le conseillent les brochures du ministre de la Santé), tout en conservant nos devises étrangères, seule raison du programme d'austérité qu'on a imposé à nos gens et qui les oblige à un régime alimentaire coûteux.

Cette proposition donnera quatre résultats. 1) Elle permettra l'importation de laitue, de choux, de carottes, de betteraves, de tomates et de tous autres légumes que le Gouvernement voudra bien indiquer. 2) Elle réduira le coût des aliments. 3) Elle permettra l'exportation du bétail et du bœuf vers les Etats-Unis. 4) Elle permettra de réaliser une économie nette de devises américaines.

Je souhaite qu'elle intéresse le ministre des Finances. Si nous ne permettons pas à notre bétail d'aller aux Etats-Unis, c'est surtout parce que nous voulons en envoyer autant que possible au Royaume-Uni et que nous ne tenons pas à compromettre le niveau des prix au Canada. Mais quel a été le résultat de cette interdiction d'importer des légumes verts des Etats-Unis? Nous ne mangeons pas plus de pain ou de pommes de terre. Il faut que nos gens remplacent par un autre aliment les légumes verts qu'ils ne mangent pas, les salades auxquelles ils tiennent beaucoup et qu'ils ne peuvent plus se procurer. Ils mangent donc plus de viande, aliment très cher, plus de poisson et plus de fruits qu'il est toujours permis d'importer contre des devises américaines. On me dit que les ventes de ces aliments, dans les restaurants et ailleurs, se sont notablement accrues depuis qu'on ne peut pas offrir aux clients de salades ou de plats de légumes.

Si le Canada consomme plus de viande, la quantité disponible pour le Royaume-Uni s'en trouvera diminuée. Je recommande que l'excédent actuel de la consommation canadienne soit exporté aux Etats-Unis où il existe un marché et où les prix sont beaucoup plus élevés qu'au Canada. Grâce à ces importations de légumes, la population canadienne pourra jouir de nouveau d'un régime alimentaire hygiénique. Les éleveurs de bestiaux de l'Ouest ne seront que trop heureux d'avoir accès au marché américain, ne serait-ce que

pour y faire des expéditions peu considérables. Le coût de la vie diminuera car les légumes sont moins coûteux que la viande et le poisson, que nous pouvons également exporter aux Etats-Unis. Toutefois, même les fruits et les légumes de saison, produits au Canada, seront moins coûteux que si l'on maintient les interdictions et les contingents.

Il y aura fléchissement des prix des fruits et des légumes domestiques; la chose est évidente du fait que les restrictions actuelles réduisent d'environ 40 p. 100 les ventes des grossistes et des détaillants. Il leur faut cependant verser les mêmes salaires et acquitter les mêmes frais généraux, d'où accroissement du prix de tout ce qu'achètent les ménagères. Qu'on rétablisse leur volume de ventes et leurs frais diminueront, en même temps que baissera le prix exigé des consommateurs.

Les importations en provenance des Etats-Unis, dans le cas des cinq légumes mentionnés, ont atteint la valeur suivante pour la période de onze mois terminée le 30 novembre dernier:

Choux	\$ 952,472
Carottes	1,208,014
Betteraves	144,000
Laitue	2,601,712
Tomates	3,476,295
	\$8,382,568

Cela revient à environ six dollars pour chaque millier de dollars d'importations. En 1939, dernière année pendant laquelle l'exportation de bestiaux fut autorisée, on a expédié aux Etats-Unis 201,000 têtes de bétail. Aux prix actuels, l'exportation d'environ 25,000 bœufs de boucherie rapporterait \$8,382,000, soit le coût de tous les légumes dont j'ai réclamé l'importation. Comme cette quantité de viande représente probablement moins que le surplus de consommation attribuable, à l'absence de légumes, on pourrait exporter une quantité supplémentaire de viande égale à la quantité épargnée grâce à l'importation de légumes, de sorte qu'on réaliserait un excédent de dollars américains sur le coût des légumes importés sans que cela nuise à nos contrats avec la Grande-Bretagne à l'égard des denrées alimentaires.

Ce programme entraînerait donc le retour au régime alimentaire normal et à la baisse du coût des vivres, tout en étant acceptable aux éleveurs de l'Ouest et en nous apportant les dollars américains dont nous avons tant besoin. Un homme d'affaires n'hésiterait pas à recourir immédiatement à cette mesure. Avant que les divers comités établis par le Gouvernement aient fini de se créer des difficultés imaginaires et de prouver que ce programme est inapplicable, nous en serons rendus à l'automne.